



HAL
open science

Le lac Tchad, entre l'assèchement et l'intrusion de Boko Haram : la faute au changement climatique, ou à l'immobilité politique?

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. Le lac Tchad, entre l'assèchement et l'intrusion de Boko Haram : la faute au changement climatique, ou à l'immobilité politique?. [Research Report] Sawaconsulting. 2017, 11 p. halshs-01494017

HAL Id: halshs-01494017

<https://shs.hal.science/halshs-01494017>

Submitted on 22 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Le lac Tchad, entre l'assèchement et l'intrusion de Boko Haram : la faute au changement climatique, ou à l'immobilité politique?

Marc Lavergne

Un contexte de faillite économique et sociale

- L'Etat tchadien n'est plus en mesure de payer les fonctionnaires. Tout l'argent du pétrole semble s'être évaporé, alors que la Banque Mondiale avait cru, dès les débuts de l'exploitation, prendre des mesures efficaces et innovantes pour éviter la dilapidation de cette manne. Or selon les Panama papers, plus de 10 milliards de dollars auraient été transférés au Panama, soit plus de trois fois le coût de la mise en exploitation du pétrole. Des infrastructures de première nécessité ont certes été mises en place (routes) , mais les chantiers immobiliers de la capitale sont à l'arrêt. Le pétrole a surtout bénéficié à la capitale, à travers les prédatons des détenteurs du pouvoir et surtout des proches du président. Mais le reste du pays n'a en rien bénéficié de ces efforts, et rien n'a été entrepris en termes de développement du secteur productif. Les Tchadiens éprouvent dans leur majorité un sentiment d'abandon de la part du président et de son entourage, et dans la capitale même, le clivage entre quartiers nord (riche) et sud (pauvre) est saisissant, et reflète un clivage géo-ethnique à l'échelle nationale, qui est d'autant plus visible qu'il trahit une césure assumée entre les deux religions monothéistes du pays, Chrétiens au Sud et Musulmans au centre et au Nord.
- Le pouvoir est concentré depuis 1990 entre les mains du Président Idriss Déby. Celui-ci a été réélu pour la 5ème fois en avril 2016, grâce à une fraude massive à la sortie des urnes, malgré la mise en place de dispendieuses méthodes de comptage informatique : le président serait en réalité arrivé en 4ème position. Son pouvoir repose essentiellement sur l'armée, à base ethnique très marquée (mais cette loyauté pourrait être mise en péril par la difficulté actuelle à régler les arriérés de soldes), et sur son ethnie d'origine, les Zaghawa (mais pas tous), et sur sa famille (avec au premier rang sa femme Hinda).
- Mais son assise repose depuis le début sur la France, qui l'a installé au pouvoir, à la place de son ancien patron, Hissène Habré, dont il fut le chef d'état-major, et qui est aujourd'hui condamné à la prison à vie pour crimes contre l'humanité. Le Tchad, dont l'armée française occupe le territoire depuis la bataille de Kousséri en 1900, fournit en contrepartie du soutien français des troupes pour ses opérations au Sahel. C'est au Tchad qu'a été établie la base de l'opération Barkhane censée maintenir la stabilité des quatre Etats sahéliens visés par les rébellions sahariennes. Mais le Tchad est épargné par ces mouvements irrédentistes, islamistes et/ou mafieux ; il est en revanche concerné par les actions du mouvement d'origine nigériane Boko Haram, qui sévit sur les bordures et dans les îles du lac Tchad, dont le Niger, le Nigéria, le Cameroun et le Tchad se partagent les rives.
- Ce soutien français, indispensable à la survie du régime, mais aussi à la sécurisation de la zone d'opération de Boko Haram, ne suscite cependant aucun enthousiasme dans l'opinion, qui est consciente de la responsabilité du pouvoir (et de la France) dans le marasme du pays, qui fait le lit de Boko Haram.
- Même si la situation dans la capitale paraît incomparablement plus calme qu'il y a dix ans, lors de notre dernier passage, lorsque des forces rebelles soutenues par Khartoum auraient aisément détrôné le président sans l'intervention de l'armée française, la ville est soumise

aux rackets, aux cambriolages et aux assassinats commis par des bandes qui rançonnent la population pour le compte de la police, quand ce n'est pas par la police elle-même, au grand jour, ou pour le compte des "hommes du Président".

- Il est donc légitime de se demander – et les Tchadiens ne s'en privent pas - quel est le rôle de l'aide humanitaire qui leur est délivrée : s'agit-il pour les bailleurs de fonds, français, européens ou américains, de détacher la population et en particulier la jeunesse, de la tentation de Boko Haram, ou bien d'apporter un soutien aux opérations militaires censées pacifier la zone ? Il est en tous cas évident que l'aide humanitaire apportée à une population mise hors d'état de s'adonner à ses activités productives, et de toutes façons privée de tout aide du budget de l'Etat, ne saurait améliorer de façon durable la situation alimentaire et sanitaire de la région, ni a fortiori fournir un levier pour un développement économique et social encore hors de portée, près de soixante dix ans après l'indépendance.
- La mission avait un objectif modeste, compte tenu de sa courte durée et des difficultés administratives et logistiques d'accès à la zone d'étude. Ce rapport vise donc à présenter dans ses grandes lignes la problématique actuelle d'insécurité alimentaire et physique, et son contexte de criant sous-développement économique et social.
- Les résultats provisoires présentés ici proviennent d'une revue de la littérature existante et d'une brève incursion sur le terrain (Bol, préfecture du Lac), qui a permis de rencontrer des acteurs locaux impliqués dans le développement et l'action humanitaire.

L'assèchement du lac Tchad : état de la question



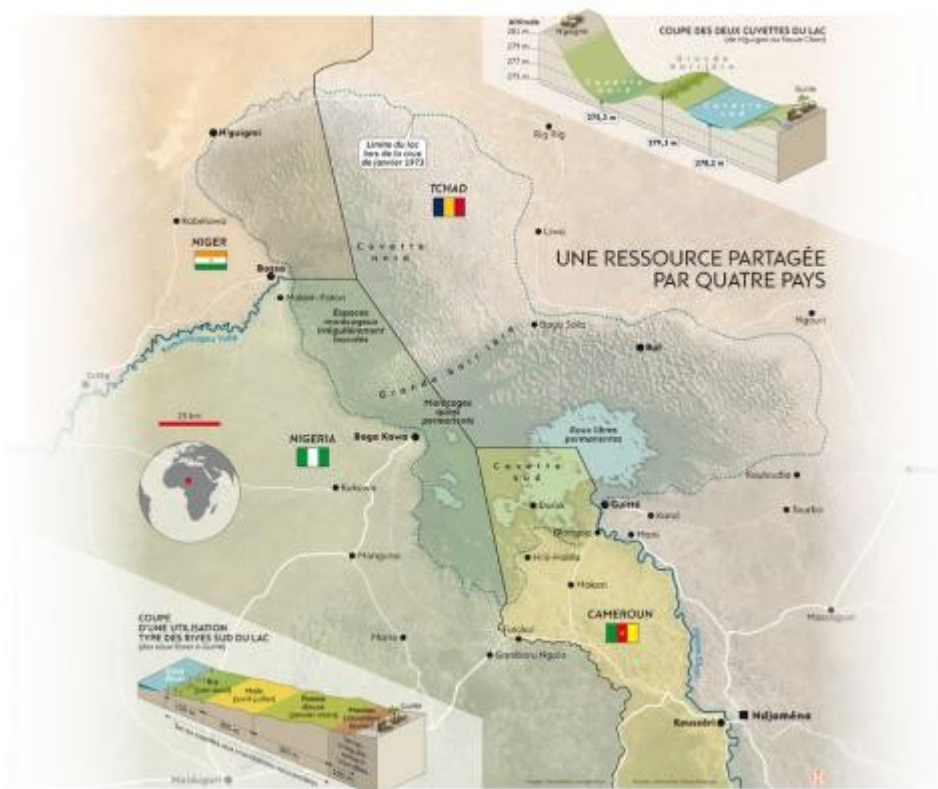
L'assèchement du lac Tchad est un sujet qui préoccupe de longue date les chercheurs, les experts en développement et les "défenseurs de l'environnement". En effet, depuis les années 70, on constate une rétraction de la surface des eaux que l'on a lié aux épisodes récurrents de sécheresse durant les années 70 et 80 sur l'ensemble du Sahel. De nombreuses réunions internationales se sont penchées

sur le sujet, avec pour but affiché d'identifier les causes du phénomène et de tenter d'y remédier. Ainsi s'est tenu à Ndjamena, en octobre 2010, le 8ème Forum mondial du développement durable, consacré à la sauvegarde du lac Tchad. Ce forum a été suivi, en mai 2015, de la restitution des rapports par la Commission du bassin du lac Tchad, dont les conclusions ne tranchent aucune de ces questions, mais se contentent de recenser les différents avis : changement climatique global ou phénomène cyclique ? Ou bien origine anthropique, et dans ce cas, du fait de la construction de barrages ou de ponctions sur les fleuves qui l'alimentent, ou de la croissance de la population et de l'augmentation de l'irrigation sur les rives du lac ?

Toutes ces hypothèses ont pour toile de fond la préoccupation nouvelle de la présence du mouvement Boko Haram qui tente de s'implanter sur les rives du lac, à la fois zone de refuge et terre de recrutement et d'opération à la jonction de quatre pays et difficile d'accès pour les forces armées censées le combattre. Mais elles passent soigneusement sous silence la situation socio-économique qui prévaut dans les pays en question, soumis à des régimes politiques prédateurs et dictatoriaux, indifférents au sort de leur population et en particulier aux attentes en matière de développement économique et social, face à la raréfaction des ressources et à la croissance démographique rapide.

La place centrale dévolue aux organisations humanitaires internationales, chargées de résorber une crise alimentaire devenue une famine meurtrière, pose problème dans ce contexte : elles se contentent de jouer le rôle d'opérateurs pour des bailleurs de fonds internationaux dont les préoccupations sont uniquement liées à la stabilité régionale, et donc à la pérennisation des régimes en place, mais elles se cantonnent à la gestion des effets de la crise humanitaire, sans s'attaquer à ses causes profondes. Leur intervention "d'urgence" - qui ne couvre pas, et de loin, les besoins vitaux de l'ensemble de la population - est donc appelée à durer, sans perspective pour la population de voir son sort s'améliorer et de pouvoir recouvrer son autonomie de destin.

En ce sens, la famine qui frappe les rives du lac Tchad est une crise structurelle, qui produit deux effets : d'un côté, l'attraction de la jeunesse pour un mouvement de révolte barbare comme Boko Haram, de l'autre, l'exode programmé vers d'autres rives, c'est-à-dire, à terme, la traversée de la Méditerranée en quête non pas d'un eldorado, mais de la simple survie.



Peu profond (rarement plus de 3 m), le lac Tchad fournit de l'eau à près de 30 millions de personnes dans les quatre pays limitrophes qui connaissent une forte croissance démographique : le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria. Ses principaux apports en eau viennent du fleuve Chari et de son affluent Logone, qui viennent des collines de la République centrafricaine.

L'assèchement du lac Tchad, passé de 25 000 km² en 1960 à 8000, voire 2500 aujourd'hui, selon les années, les saisons, et les modes de mesure, est certes lié en partie à l'accroissement de la population, accentué par la grande sécheresse des années 1973-74, et de l'activité agricole sur ses berges, mais aussi aux entreprises des Etats riverains, par leurs ouvrages de pompage et d'irrigation sur les affluents du lac. Mais le réchauffement climatique est souvent mentionné comme première cause de cet assèchement, par assimilation avec d'autres dérèglements à l'échelle mondiale, mais aussi peut-être par souci de ne pas incriminer les véritables causes des drames humains qui en sont la conséquence¹.

Le réchauffement climatique, réalité ou alibi ?

Effet du changement climatique ou fluctuations inhérentes à ce lac inscrit dans un écosystème complexe ? « Depuis 2004, on observe une légère augmentation de sa superficie en eau, fait remarquer Armel Sambo, chercheur à l'université de Maroua (Cameroun). À ce jour, il n'existe pas d'étude fiable qui permette de mesurer l'influence du changement climatique sur l'état actuel de l'hydrosystème. Mais l'augmentation de la température et de la variabilité climatique pose déjà de nombreuses contraintes pour la gestion des ressources en eau du lac Tchad : le changement climatique risque d'amplifier les vulnérabilités socio-économiques auxquelles les populations font face, particulièrement dans cet espace où l'économie est essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. L'assèchement progressif de ce lac et son impact sur les écosystèmes de la région constituent une menace écologique et socio-économique majeure. »²

Du 28 au 31 mai 2015, la Commission du bassin du lac Tchad a organisé la restitution de rapports d'audit environnemental sur l'assèchement du lac : première conclusion du rapport, il faut des quotas et surtout des textes règlementaires pour une utilisation rationnelle des eaux du lac. Le rapport rappelle que certains pays et même des entreprises utilisent les eaux du lac et de ses affluents en dehors de tout contrôle. La population riveraine doit aussi être associée à la préservation du lac : le rapport recommande aux Etats l'adoption de la **Convention de Helsinki**³ sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, pour mieux partager les ressources du lac. La protection du lac contre la disparition est donc engagée à la fois par les Etats, et par des associations dédiées⁴.

Mais, selon d'autres experts, comme Géraud Magrin, du CIRAD, interrogé par Jeune Afrique en 2010, *"Il n'y a pas d'assèchement du lac Tchad depuis une trentaine d'années. Depuis la fin des années 70, les scientifiques s'accordent sur le fait que le lac est stable, à un niveau de petit lac qu'il a déjà eu par le passé. Nous sommes actuellement dans une période relativement aride, comparée à la période humide d'il y a quarante ans. Depuis les années 70 il y a eu une séparation du lac en deux parties, une cuvette sud et une cuvette nord. La cuvette sud est relativement stable et continue à être alimentée par le Chari et le Logone et il n'y a aucune raison que cela cesse sauf si on augmentait considérablement les prélèvements pour l'irrigation, en amont. La cuvette nord, elle, a été créée au moment de la sécheresse des années 70, une zone de haut fond s'est alors constituée.*

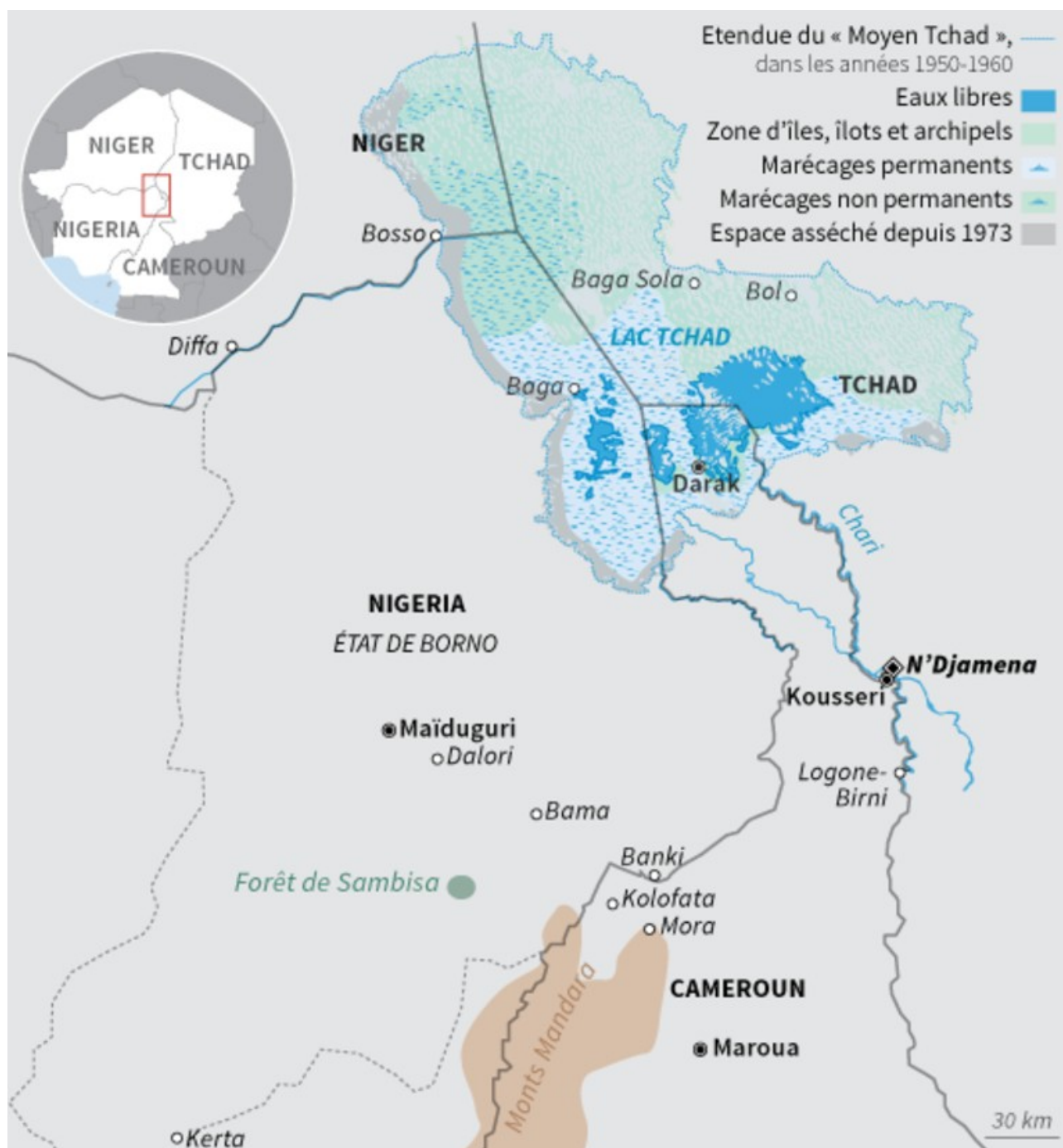
1 Voir sur ce sujet Lavergne, M : « Le réchauffement climatique à l'origine de la guerre du Darfour ? La recherche scientifique menacée par le déni de la complexité », Revue Tiers-Monde n°204, octobre-décembre 2010, pages 69-88 ;

2 <http://www.humanite.fr/le-lac-tchad-fragile-poumon-ecologique-du-sahel-601763>

3 <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=URISERV:128059&from=FR>

4 http://www.facebook.com/pages/Paris-France/Convention-pour-sauver-le-Lac-Tchad/130833393618321?ref=sgm&_a=4&

Le fait que celle-ci se soit végétalisée explique que la cuvette nord ne soit pas alimentée en eau tous les ans. Pendant les années 70 et 80, il y a eu plusieurs années où elle n'était pas alimentée en eau. Au cours de la période récente, il y a eu la plupart du temps de l'eau dans cette cuvette nord, mais pas toute l'année."⁵ ?



⁵ <http://www.jeuneafrique.com/183909/societe/g-raud-magrin-il-n-y-a-pas-d-ass-chement-du-lac-tchad-depuis-trente-ans/>

Grands travaux hydrauliques : une solution de facilité ruineuse, source potentielle d'autres dérèglements ?

Il y a plusieurs idées de transfert des eaux et plusieurs scénarios envisagés. Le projet « Transaqua » imaginé à la fin des années 80 est pharaonique : il consiste à creuser un canal de dérivation à partir de l'Oubangui en direction du Chari : un projet qui date de la colonisation...et qui coûterait plusieurs milliards de dollars, tout en perturbant profondément le milieu et les modes de vie des habitants de ses rives, en RCA comme au sud du Tchad. Des hypothèses plus modestes sont donc aujourd'hui à l'étude.

Un des attendus implicite du projet de transfert est qu'un niveau des eaux relevé permettra de relancer l'irrigation. Mais, là encore, il faudra attentivement en étudier les enjeux : en Afrique sahélo-soudanienne, la longue histoire des aménagements hydro-agricoles est parsemée d'échecs (rentabilité, agronomie, etc.). Dans le contexte du lac, il faut se questionner sur la manière de gérer la salinisation des terres et sur le potentiel irrigable sans pollution des eaux.

Une étude des conséquences possibles de Transaqua est donc indispensable, au niveau de la gestion de l'espace et du foncier et en matière de conséquences sur les systèmes de production agricole. Enfin, certains agriculteurs se sont rapprochés du lac et devraient reculer, ce qui poserait problème au niveau du partage de la terre et des règles d'accès au foncier.

Aujourd'hui, des cultures de décrue sont très productives sur les rives sud, sur une bande de trente kilomètres environ qui va de Guitté à Gredaya. Elles fournissent des rendements très élevés et donc des revenus très importants aux producteurs. Cette zone se développe et vit grâce à une bonne relation routière avec la capitale. Si on augmentait de façon importante le niveau du lac et qu'on le ramène à un niveau de grand lac, le risque serait de perdre une partie de la superficie de ces cultures de décrue.

On peut aussi augmenter les surfaces irriguées à partir du Logone et du Chari, mais alors, on va faire diminuer les eaux qui arrivent au lac Tchad. En revanche, si on décide d'augmenter les eaux du lac Tchad avec le projet de transfert et d'étendre les périmètres irrigués, il risque d'y avoir un problème de pollution dû à l'utilisation des engrais ainsi qu'un problème de salinisation.

Le remplissage du lac, une solution pour les pêcheurs ?

Le lac tel qu'il est aujourd'hui rend beaucoup de services écosystémiques et il constitue un point d'appui pour les troupeaux en saison sèche. D'autre part, il est extrêmement poissonneux. Mais la productivité biologique des eaux a diminué et la composition des prises s'est modifiée : selon certains experts, 150 espèces de poissons ont disparu du lac. De nouveaux spécimens sont apparus, sans compenser les pertes. Selon un rapport de la FAO, les prises annuelles moyennes de poisson sont passées de 80 000 tonnes en 1960 à 50 000 tonnes en 2000⁶.

Cette diminution de la ressource ne peut pas être uniquement attribuée au rétrécissement du lac : ainsi il y a beaucoup plus de pêcheurs aujourd'hui qu'autrefois, et l'arrivée massive de pêcheurs migrants a accru la concurrence sur la ressource.

Situé au nord d'une région sahélienne durement éprouvée par les sécheresses des années 1970-1980, le lac Tchad a en effet vu affluer sur ses rives pêcheurs, éleveurs et agriculteurs fuyant les zones arides. La population à ses abords a quadruplé au cours des quatre dernières décennies. Membre du peuple autochtone des Boudouma, Adam Seid exerce son autorité sur des administrés de diverses origines. « Lorsque je suis arrivé sur l'île, il y a une trentaine d'années, environ 200 personnes vivaient ici, raconte cet homme de 45 ans. Aujourd'hui, Kinasserom compte 6 000 habitants. Il y a des Kanembou, des Kotoko, des Massa, sans compter les Maliens, les Nigériens, les Nigériens, les

⁶ <https://www.cblt.org/fr/themes/la-peche-dans-le-bassin-du-lac-tchad>

Sénégalais », explique-t-il⁷. Mais le poisson, sans doute victime de la surpêche et de la perturbation de son milieu du fait de l'assèchement des berges, est en outre plus difficile à attraper car il y a une végétalisation accrue du lac du fait du petit niveau actuel.

Cette réduction des prises est d'autant plus regrettable que la consommation de poissons a beaucoup augmenté. La capitale N'Djamena est passée de 100 000 habitants en 1960 à 1 000 000 aujourd'hui, et le poisson du lac est exporté au Nigéria jusque dans les grandes métropoles du sud, d'Ibadan à Lagos.

Le développement rural, indispensable mais complexe

« *Le lac Tchad concentre des ressources riches et diverses : poisson dans les eaux libres et les marécages, terres arables et pâturages au niveau des terres de décrue. La localisation, l'abondance comme l'accessibilité de ces ressources évoluent avec les variations des eaux, particulièrement fortes sous ces latitudes, induisant de multiples mouvements de population* », souligne la géographe Charline Rangé. Villages, campements saisonniers, espaces d'exploitation agricole et parcours pastoraux se déplacent au gré des décrues et remontées des eaux ou de l'apparition de nouvelles îles. L'avenir du lac Tchad ne peut être pensé sans prise en compte de ces mobilités, des conflits, mais aussi des dynamiques humaines, sociales et productives qu'ils engendrent⁸.

Les habitants ont su s'adapter à ces bouleversements de leur environnement. De pêcheurs ou éleveurs, ils sont devenus agriculteurs, souvent tournés vers l'exportation. Les nouvelles terres émergées leur ont permis de développer des cultures de décrue très productives telles que le maïs, le riz, le niébé... Dans la vallée de la rivière Komadougou Yobe, au Niger, ils ont même entrepris la culture intensive du poivron, très rémunératrice bien que risquée.

Le soutien à ce développement endogène passe donc par des études sur le terrain, au niveau des communautés rurales et avec elles. Il s'agit aussi de mettre en place des politiques de crédit en milieu rural, d'accompagner les producteurs (conseil, vulgarisation), de renforcer le suivi-évaluation, de construire des routes à partir des régions agricoles les plus productives. Il y a donc beaucoup à faire. Le projet de transfert est une idée simple alors que le développement durable apparaît beaucoup plus compliqué. Mais le lac Tchad est un peu à cette image et nous invite à la prudence par rapport à ce qui paraît simple. Quand on le regarde sur une carte de l'Afrique, on voit une petite tache bleue, qui paraît facile à cerner. Sur place, tout est plus compliqué, on est perdu dans les méandres de la végétation et des chenaux, les îles qui apparaissent et disparaissent au gré des crues. La réalité du lac, c'est aussi celle-là.

Boko Haram, cause ou conséquence de la déréliction régionale ?

Après avoir tiré avantage des monts Mandara, à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria, et de la vaste forêt de Sambisa, au nord-est du Nigeria, le groupe terroriste a habilement déplacé son centre de gravité sur cet espace lacustre, qu'il utilise depuis plusieurs années pour sa logistique militaire, financière et alimentaire. Il a su jouer des complexes rivalités ethniques. Et a noué des alliances lui permettant de mettre la main sur une partie de l'économie informelle, a semé la terreur contre ceux qui résistent et a séduit des jeunes que N'Djamena, Niamey, Yaoundé ou Abuja ont laissés pour compte⁹.

"Ils sont partout et nulle part. Ils frappent et se retirent. Voleurs, pilliers et tueurs, les fous de

7 http://www.la-croix.com/Ethique/Sciences-Ethique/Sciences/L-avenir-incertain-des-pecheurs-du-lac-Tchad-_NG_-2010-11-08-558499

8 *Atlas du lac Tchad*, sous la direction de Géraud Magrin, Jacques Lemoalle, Roland Pourtier. Revue Passages, 2e trimestre 2015, numéro spécial 183.

9 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/18/boko-haram-la-lutte-heroique-de-deux-pecheurs-sur-les-eaux-du-lac-tchad_4971187_3212.html#3ejrsW3sqaEaiWjz.99

Dieu sème la terreur et la désolation dans le lac Tchad aux cris d'Allah Akbar. Personne n'est épargné : enfants, femmes, vieillards. Musulmans non ralliés à Boko Haram (BH) et chrétiens sont ciblés, indifféremment. À leurs yeux, ils sont tous des mécréants, des « kouffars » qu'il convient de tuer et de voler.

Les récits de leurs crimes hantent les nuits et les jours des populations du lac. Tout le monde a peur. Dans les têtes, il y a la hantise d'une attaque surprise et la conscience de sa vulnérabilité. Tous sont aux aguets, s'enflamment d'une rumeur. Il n'est pas bon être un étranger, ne pas être identifié au premier regard. Plus on s'enfonce dans le lac Tchad, plus on s'approche du Niger au nord ou du Nigeria à l'ouest, plus le contexte est tendu, les conditions de vie des populations alarmantes."¹⁰

Nigeria, la situation autour du lac Tchad



Après avoir été un pôle de développement économique sans pareil, les rives du lac Tchad connaissent une grave crise foncière sur fond de revendication d'autochtonie, situation que Boko Haram, qui essaie de mobiliser les populations de l'ancien Bornou (royaume du Kanem-Bornou, qui remonte au Xe siècle) sous son égide, va exploiter. L'irruption de Boko Haram dans ce milieu palustre si particulier qu'aucun encadrement politique extérieur passé ou actuel n'a réussi à contrôler, représente une véritable menace pour la région. Et si Boko Haram faisait du lac son sanctuaire ?¹¹

"Que veulent-ils donc, ces djihadistes, la plupart illettrés, souvent drogués et faméliques, autrefois portés par la chimère d'un califat dirigé par des chefs qui, aujourd'hui, se déchirent publiquement ? Le mouvement, l'un des plus meurtriers de la planète, a causé la mort de plus de 20 000 personnes dans la région.

Avant de révéler sa barbarie, la rhétorique de Boko Haram a bercé des jeunes de la région. Les

¹⁰ Laurent Larcher, 4 août 2016 <http://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Au-Tchad-Boko-Haram-seme-effroi-2016-08-04-1200780057>

¹¹ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/29/et-si-boko-haram-faisait-du-lac-tchad-son-sanctuaire-tout-comprendre-de-la-strategie-des-terroristes_4911132_3212.html#Mj4UC48MrTeG4lfe.99

prêches de Mohammed Yusuf, le fondateur de la secte islamiste tué en 2009, et ceux de son successeur, Aboubakar Shekau, se sont faufileés à travers la brousse et les îles. « Depuis près de dix ans, on se les échange sur des cartes mémoire de téléphone », témoignent des jeunes du lac.

Nombreux sont ceux qui ont vibré sur ces voix exaltées. Parmi eux, il y a les proches de Nassiru partis dans les rangs de Boko Haram. Des gens simples comme lui, des agriculteurs qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école. Les millionnaires de Lagos, la bouillonnante mégapole côtière, les ont ignorés. Le groupe djihadiste les a trompés, abusés. Mais il a permis à ces jeunes du bassin du lac Tchad de rêver de richesse et d'épanouissement, de pouvoir choisir leur épouse et de quitter ces marécages ou de se rapprocher de Dieu. Ce n'était qu'un mirage."¹²

L'insécurité autour du lac et sur les îles a provoqué de vastes mouvements de population : ces déplacés ou réfugiés n'ont pas pu cultiver leurs champs, qui sont également hors de portée des villageois terrifiés. Au total, près de 7 millions de personnes manquent de nourriture mais l'insécurité complique la tâche des organismes d'aide pour atteindre les plus vulnérables.

La fermeture des frontières, les exactions des forces armées qui confondent la population et les rebelles, ou accusent celle-ci de les soutenir, ont perturbé le commerce transfrontalier et les marchés, et la nourriture est devenue hors de prix.

L'éradication de la faim, une mission impossible sans changement politique

Une pléthore d'ONG s'est ruée sur les bords du lac, attirée par les fonds français (AFD), européens (ECHO), américains et onusiens qui se déversent, non pas tant pour éradiquer la famine que pour tenter de bloquer l'extension du périmètre contrôlé par Boko Haram. Ces ONG se concentrent sur le traitement de la malnutrition, en particulier "aigue sévère" des enfants. On peut au passage se demander quel est l'intérêt de sauver ponctuellement des enfants qui ne pourront pas être nourris et pris en charge jusqu'à l'âge adulte, et qui n'auront d'autre salut, s'ils survivent, qu'en quittant la région pour tenter de trouver le chemin de l'Europe.

De leur côté, et c'est là sans doute l'un des effets conjugués de l'absence de développement économique, du chômage des diplômés et de l'afflux de fonds internationaux, les ONG locales se sont multipliées¹³ : elles recèlent des sommes de compétences et de connaissances dont ne disposent pas les ONG internationales, qui n'utilisent de manière générale la main d'oeuvre locale que par souci d'économie, sans en exploiter les compétences spécifiques. Mais les différences de regard entre ONG internationales et nationales sur la société et ses besoins sont et demeureront de toute façon grandes : certes, les objectifs des deux côtés sont d'abord d'avoir accès à des sources de financement, et ensuite de remplir leur mandat d'une manière satisfaisante pour les bailleurs. Mais la différence est que les ONG étrangères ne sont pas dépendantes de leur activité dans le pays d'accueil, en l'occurrence le Tchad, et qu'elles peuvent perdre ce marché sans disparaître. En revanche, les ONG locales sont dépendantes non seulement des bailleurs, mais aussi du pouvoir en place, et recèlent des biais régionaux ou ethno-religieux qui influent sur leur perception de la situation.

La condition préalable d'un règlement de la crise alimentaire et sécuritaire est de toute évidence la mise en place d'un gouvernement éthique à Ndjamena : non plus prédateur, reposant sur une base régionale et ethnique, mais attaché au bien-être de l'ensemble du territoire et de la population. C'est en effet l'incurie des gouvernements successifs mis en place par Paris depuis l'indépendance en 1960 qui est la première responsable du calvaire enduré par la population autochtone des berges du lac, et la population venue s'y installer depuis les terres sahéliennes avoisinantes. Aucune voie

12 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/08/18/au-c-ur-de-l-utopie-meurtriere-de-boko-haram_4984243_3212.html#GtWRUHKou2W1JFV0.99

13 Voir Z. Amar, S. El-Kum Molina, N. Bambe et O. Guiryanana : "La société civile au Tchad. Cartographie des acteurs", UE/Action FED/COWI, Ndjamena, 2014, 118 pages

d'accès carrossable depuis la capitale Ndjamena, aucune infrastructure scolaire ou sanitaire, pas d'aide à la valorisation locale des ressources, pas de présence de l'Etat autre que sa face répressive et corrompue. Tous les ingrédients de la révolte sont réunis, si l'on y ajoute la persistance du racisme interethnique et d'un système de castes qui continue d'opprimer et de marginaliser des groupes industriels comme les forgerons ou les pêcheurs. La responsabilité de la France, pouvoir tutélaire du Tchad depuis la conquête en 1900, est écrasante : non seulement la France ne sert pas ses propres intérêts en soutenant le pouvoir d'Idriss Deby qu'elle a installé en 1990, et qu'elle a sauvé à plusieurs reprises dans les années 2000, mais elle dresse contre elle les sentiments profonds de la population : le pouvoir est massivement rejeté par la population tchadienne, y compris dans son propre groupe Zaghawa. Par son soutien au régime en place, monnayée sur le terrain par les "tirailleurs sénégalais" des temps modernes, supposés capables de mener à moindre coût la chasse aux trublions sortis du désert, la France joue le rôle d'un pompier pyromane, en créant les conditions de la déstabilisation extérieure qu'elle prétend combattre.

Un potentiel de développement privilégié en milieu sahélien

Ce préalable une fois rempli, le potentiel de développement du lac Tchad pourra être mis en oeuvre. La région dispose en effet d'atouts non négligeables par rapport à d'autres régions du Sahel : un potentiel agricole et piscicole pour l'essentiel, couplé avec une localisation proche de centres de consommation urbains.

De toute évidence, la région a une vocation maraîchère, sur les terres humides ou irrigables des bords du lac, ce qui a l'avantage de permettre à la fois une production de légumes à haute valeur ajoutée, et d'occuper une main d'oeuvre importante toute l'année. Les poivrons sont d'ores et déjà une spécialité de la région de Diffa au Niger. Il y a là sans doute matière à une amélioration des façons culturales, des variétés sélectionnées, du statut foncier peut-être, et au développement vertical de la production, avec des ateliers de conditionnement et des circuits de commercialisation, tous demandeurs de main d'oeuvre qualifiée, ainsi qu'à une meilleure intégration des activités agropastorales, avec l'utilisation des déchets agricoles pour la nourriture animale, et de la fumure animale pour le maintien de la fertilité des sols¹⁴. On peut également noter l'existence de la vache Kouri, une race bovine adaptée au milieu lacustre, qui se nourrit de plantes d'eau et valorise ainsi les ressources du milieu¹⁵, mais dont la survie génétique est aujourd'hui en danger. Cet animal aux qualités exceptionnelles mériterait d'être mieux étudié de manière à ce que ses qualités puissent être éventuellement mises au service du développement durable de ce milieu.

Il faut en outre signaler un exemple de valorisation possible d'une ressource spécifique locale : le cas de la spiruline bleue, une algue très appréciée pour sa forte teneur en protéines, qui prolifère dans les eaux peu profondes du lac¹⁶. Cette algue est traditionnellement recueillie par les femmes de la caste méprisée des forgerons du Kanem, et réduite en poudre pour servir localement d'aliment reconstituant. Elle est aujourd'hui très en vogue comme complément alimentaire bio sur les marchés occidentaux, et semble cultivée hors de sa région d'origine. Il y aurait là matière à une étude approfondie des vertus de la plante, des conditions spécifiques de son développement et de sa culture éventuelle dans les conditions propres du lac Tchad, puis de ses possibilités de commercialisation et d'exportation sous un label protégé, au bénéfice de la population locale.

Conclusion:

Boko Haram s'est implanté dans la région du lac comme un corps étranger, provoquant la terreur

14 Dans ce registre, il existe par exemple une demande pour des broyeuses de coques d'arachide, qui fournissent un complément alimentaire apprécié par le bétail des éleveurs en retrait des rives du lac.

15 <https://agritrop.cirad.fr/484188/1/ID484188.pdf>

16 <http://www.fao.org/docrep/ARTICLE/WFC/XII/0076-A2.HTM>

parmi la population et perturbant gravement ses activités nourricières, qu'il s'agisse de la pêche, de l'agriculture ou des marchés. Le groupe terroriste a non seulement trouvé refuge dans le labyrinthe des îles, mais il y procède à des enlèvements massifs de jeunes garçons et filles, pour les entraîner au Nigéria où ils sont conditionnés et renvoyés ensuite dans la région du lac pour y semer à leur tour la terreur.

Le traitement contre-insurrectionnel de ce problème n'est pas suffisant, non plus que l'aide humanitaire censée compléter et faire accepter l'intervention brutale et souvent aveugle de la police et de l'armée, qui ne peut susciter l'adhésion de la population, prise entre deux feux.

Il semblerait plus judicieux de pousser le gouvernement tchadien à mettre à la disposition de leur pays une partie de la fortune tirée de l'exploitation pétrolière, pour mettre en place une politique cohérente et intégrée de développement de la région comme de l'ensemble du pays¹⁷. Celui-ci ne manque pas de jeunes cadres compétents, aujourd'hui sous-employés, qui pourraient se consacrer efficacement à cette entreprise, aux côtés des notables locaux et des autorités "traditionnelles", civiles ou religieuses, aujourd'hui vassalisées, mais qui ont encore une légitimité reconnue auprès de leurs "sujets" ou "fidèles".

Marc Lavergne

Ndjamena/Paris, février 2017

17 <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwiShfuDxaXSAhVCshQKHRspDT0QFggsMAI&url=http%3A%2F%2Fkhabartchad.over-blog.com%2F2016%2F04%2Fpanama-papers-10-76-millards-de-dollars-provenant-directement-du-tchad-sont-loges-illegalement-dans-les-paradis-fiscaux.html&usg=AFQjCNH0CUryhPbD1ot9rSf7kE-aCRiTg&sig2=mnKAji9m4NM4qw1nG5dKuQ>